

Coopératives : pour une révolution copernicienne du travail

Maxime Quijoux

▶ **To cite this version:**

Maxime Quijoux. Coopératives : pour une révolution copernicienne du travail. Alternatives Economiques, 2020. halshs-03098012

HAL Id: halshs-03098012
https://shs.hal.science/halshs-03098012

Submitted on 5 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'usine de fabrication de masques respiratoires de Plaintel (Côte d'Armor) en octobre 2005. Ce qui était alors le principal site de fabrication de masques de protection a fermé en 2018 après avoir été racheté en 2010 par le groupe américain Honeywell. D'anciens salariés, soutenus par les collectivités locales, propose aujourd'hui une reprise sous le statut de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)
PHOTO : © Bacou Dalloz/Patrick ALLARD/REA ?
Tribune

Coopératives : pour une révolution copernicienne du travail

Maxime Quijoux 10/06/2020

Après la crise sanitaire exceptionnelle que vient de connaître la France, les projets de relance d'usine par les salariés, comme celui qui concerne actuellement l'usine de masques de Plaintel (Côtes d'Armor), rappellent que ce sont leur attachement et leurs savoir-faire qui font la valeur d'une entreprise – et rien d'autre.

A une époque placée sous le signe de l'innovation à tout crin, incarnée par le startupper jeune, intrépide et urbain, les salariés des classes populaires semblent plus que jamais appartenir à un « monde défait ». Enfermés dans une sorte d'arriération sociale, qui les rendrait incapables de comprendre la marche de l'histoire économique, ils sont volontiers décrits comme arcboutés sur leurs territoires et leurs acquis sociaux, et enclins à tous les vils instincts populistes.

A la faveur d'une crise sanitaire exceptionnelle, ce regard misérabiliste a connu toutefois quelques entorses bienvenues : on s'est aperçu à quel point la société dépendait d'une kyrielle de métiers sous-payés, pénibles et méprisés, tenus essentiellement à la force du courage et de l'abnégation des salariés – très souvent des femmes - occupant les positions subalternes de la division du travail et de la société. Grâce à la connaissance fine de leur activité, de leur équipe

et de leur établissement, ces travailleurs ont grandement contribué à contenir la maladie, remplir nos caddies, soulager nos anciens et participer à la continuité pédagogique du pays.

Des démarches innovantes

Cette révolution copernicienne du travail a connu des prolongements plus ponctuels dans le secteur industriel : ainsi, des groupes de salariés, souvent menés par des militants syndicaux, ont tenté de mettre en lumière la nature essentielle de leur activité économique et de leurs savoir-faire. Les salariés de l'usine de masques de Plaintel (Côtes d'Armor) constituent un cas emblématique : productrice historique en France de masques AFPP, l'entreprise a été démantelée et les équipements tronçonnés lors de sa fermeture en 2018 par la multinationale étatsunienne Honeywell, qui l'avait rachetée quelques années plus tôt. Pendant huit ans, elle a scrupuleusement procédé à la « maximisation » de son rachat en réduisant l'emploi, les coûts et les investissements. Alors que le site est rentable, le groupe décide de le fermer et de le délocaliser en Tunisie, mettant 300 salariés au chômage. En pleine crise sanitaire, alors que le gouvernement est incapable de fournir des masques, des membres du syndicat Solidaires lancent le projet d'une réouverture de l'entreprise.

L'usine de masques de Plaintel bénéficie d'un collectif salarié expérimenté et qualifié, détenteur d'un savoir-faire unique... et attaché à son entreprise.

Rapidement, l'idée fait mouche auprès des collectivités territoriales et de l'ancien directeur du site. Un projet de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), regroupant des collèges d'actionnaires de salariés, d'usagers et de pouvoirs publics, est monté. L'urgence sanitaire concourt certes à réhabiliter l'entreprise ; mais elle bénéficie aussi d'un collectif salarié expérimenté et qualifié, détenteur d'un savoir-faire unique... et attaché à son entreprise. D'ailleurs, l'initiative est depuis concurrencée par un investisseur libano-suisse, faisant craindre aux anciens salariés de revivre le traumatisme d'une fermeture inique.

Face à une telle démarche, collective et innovante, il y a malheureusement fort à parier que « le nouveau monde », d'avant ou d'après, privilégiera malgré tout les vieilles recettes. Et si par chance, le projet SCIC venait à être choisi et à fonctionner, il est tout aussi probable qu'il serait minimisé ou isolé, le sens commun étant finalement peu propice à la nouveauté et au renversement des perspectives, y compris parmi les incantateurs de la « disruption ». Pourtant, si Plaintel bénéficie d'un environnement socio-politique favorable – avec le soutien notamment de collectivités territoriales ainsi que d'un ancien secrétaire à l'Economie Solidaire - l'usine partage les caractéristiques socio-économiques de centaines d'autres unités de production en France.



Reportage

« Notre sucrerie, elle est belle »

Il suffit pour s'en convaincre de s'appuyer sur les nombreux travaux d'histoire et de sociologie sur le monde des ouvriers et des employés. Lorsque celui-ci est en mesure d'assurer la promesse de conditions d'existence satisfaisantes, par des conditions de travail, de salaire et d'emploi acceptables, les salariés, y compris ceux des postes les moins qualifiés, développent des dispositions fortes à l'égard de leur entreprise. Ces dispositions participent en retour à produire des savoir-faire professionnels spécifiques. Dans certains cas, cette connaissance s'approfondit et se généralise sous l'effet du syndicalisme. Et même quand ces attentes se dérobent, il fréquent que les travailleurs ne cessent de vouloir accomplir leur tâche, au risque souvent de leur intégrité physique ou mentale.

Dernier en date, le cas de la sucrerie de Toury constitue un bel exemple de cette histoire commune du travail populaire : une usine rurale et centenaire, qu'on se presse d'intégrer pendant des générations, avant qu'une multinationale décide de la fermer suite à une crise temporaire survenue en 2019. L'usine est pourtant rentable et bat même des records de productivité quand les ouvriers, dans un sursaut de dignité, renvoient les chefs à leur bureau : « *notre sucrerie, elle est belle. C'est eux qui ne savent pas la faire tourner. On va leur montrer de quoi on est capable* » déclarent-ils alors que la production est désormais relancée, entre autres, par la demande gel hydroalcoolique.

Le capital est profondément improductif. La performance économique dépend exclusivement des savoirs des salariés.

Rendons grâce, à cet égard, au néolibéralisme. en cherchant par tous les moyens à privilégier la productivité par rapport à l'activité, et la rentabilité par rapport à l'utilité, il est parvenu à mettre en lumière ce que 150 ans de militantisme ouvrier s'efforçaient à démontrer : le capital est profondément improductif. La performance économique dépend exclusivement des savoirs des salariés.

La coopérative, un modèle pour aujourd'hui

Pas étonnant dès lors que le mouvement des sociétés coopératives et participatives (SCOP et SCIC) – qui repose sur un modèle de propriété collective et élective de l'entreprise – connaisse un engouement croissant. Connu par le grand public pour certaines luttes médiatiques de reprises d'entreprise, ce statut d'entreprise regroupe plus de 3000 sociétés et 63000 salariés, comprenant surtout des entreprises ex-nihilo réunissant parfois plusieurs centaines de salariés (la plus grande d'entre elles, l'usine Acome, spécialisée dans la production de câbles réunit 1300 salariés).

Ce statut est remis au goût du jour à chaque crise depuis un siècle. Toutefois, la crise actuelle déborde largement le seul ordre économique. Face à l'incompétence et l'iniquité du capitalisme financiarisé, le modèle coopératif ne répond pas seulement des aspirations à une plus juste répartition de la valeur ajoutée : il épouse surtout une réalité sociologique d'une grande partie des entreprises françaises, notamment industrielles.

A l'heure où le monde d'après se dessine, achevons la révolution copernicienne du travail entamée lors du confinement en facilitant les créations et transmissions d'entreprise en SCOP et en SCIC. Car la désindustrialisation et le chômage ne sont pas une fatalité.

Maxime Quijoux est sociologue, chargé de recherches au CNRS. Il a notamment publié **Adieux au Patronat, lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise par ses salariés,** ***Editions du Croquant, 2018.***